

Unité départementale du Var
244 av de l'infanterie de marine BP 50520
83041 Toulon Cedex 9

Toulon, le 09/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



société TCP

329 rue du Docteur Calmette
83210 LA FARLEDE

Références : D-UD83- 2022- 0232

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement TCP implanté 329 rue du Docteur Calmette 83210 LA FARLEDE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection rapide est destinée à vérifier la mise hors service effective de cuves d'eau hydrocarburées exploitées auparavant en dehors de toute rétention

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TCP
- 329 rue du Docteur Calmette 83210 LA FARLEDE
- Code AIOT dans GUN : 0006413417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TCP dispose d'une flotte de camions hydrocureurs et propose des prestations de dégazage, de vidange de cuves hydrocarbures, de bacs à graisse ou de fosse septiques. Son activité a été régularisée récemment par un arrêté d'autorisation du 28 mars 2022 qui permet à l'entreprise de développer une activité complémentaire de regroupement et de traitement des volumes de terres polluées aux hydrocarbures retirées lors du démantèlement d'anciennes cuves à fuel. L'établissement doit être restructuré suite à sa régularisation.

Le thème de visite retenu est le suivant : vérification de la mise hors service de cuves d'eau hydrocarburées exploitées hors rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constat disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour le point de contrôle. Sa synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
capacité de rétention autour des réservoirs d'eau hydrocarburées	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7	susceptible de suites au terme de l'inspection du 25 janvier 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la précédente inspection du 22/01/22 , l'exploitant devait supprimer ou placer sur rétention sous un délai d'un mois, le parc à cuves installé directement sur un sol en terre non revêtu. Ces cuves contenant des eaux hydrocarburées étaient susceptibles de créer une pollution en cas de débordement ou de fuite.

La visite inopinée du 26/04/22 a permis de constater que ces cuves sont à présent complètement vides, et que le personnel a bien reçu la consigne de ne plus les utiliser.

2-4) Fiche de constat

Nom du point de contrôle : capacité de rétention autour des réservoirs d'eau hydrocarburées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, capacités de rétention
Prescription contrôlée : 2.7. Cuvettes de rétention Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Objet du contrôle : - présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : Suite à la précédente inspection du 22/01/22 , l'exploitant devait supprimer ou placer sur rétention le parc à cuves installé directement sur un sol en terre non revêtue, sous un délai d'un mois. Ces cuves contenant des eaux hydrocarburées étaient susceptibles de créer une pollution en cas de débordement ou de fuite. La visite inopinée du 26/04/22 a permis de constater que ces cuves sont à présent complètement vides, et que le personnel a bien reçu la consigne de ne plus les utiliser.
Observations : une signalétique devrait être apposée sur les cuves désaffectées afin d'éviter tout incident de dépotage
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet